



Revue de presse



Lundi 04 Décembre 2023



Système d'information Jibayatic : Pour une administration fiscale plus efficace

Le système d'information fiscale Jibayatic permettra de gérer toutes les opérations fiscales d'une manière instantanée grâce à une base de données unifiée en plus du suivi de toutes les activités en rapport avec le fisc, a souligné dimanche à Sétif la directrice centrale à la direction générale des impôts (DGI), Souhila Souilamas lors du lancement officiel de ce système au centre des impôts d'El-Eulma.



Lancement de plusieurs projets stratégiques à Tindouf : Reconfiguration de l'économie locale

La nouvelle politique de relance socioéconomique des collectivités locales vise à introduire plus d'équité dans l'accès aux opérations de développement. Et aussi à faire de ces collectivités, en les outillant de moyens techniques et financiers permettant leur essor, des agents économiques en mesure de créer de la richesse, de l'emploi et des opportunités d'investissement.



[Rapport annuel de la Cour des comptes : Des lacunes dans la réalisation des programmes publics](#)

Le rapport annuel de la Cour des comptes pour l'exercice de 2023, structuré en quatre parties, consacrées respectivement aux administrations de l'État, aux collectivités locales, aux établissements, aux entreprises publiques et, enfin, aux moyens financiers, aux ressources humaines et aux activités internationales de la Cour des comptes, a permis de relever de nombreuses lacunes et d'émettre des recommandations dans ce sens.



[Nouveau régime juridique : Un catalyseur pour relancer l'investissement](#)

L'Algérie a mis en place, ces deux dernières années, une batterie de mesures à même d'encourager la reprise de l'investissement, particulièrement les IDE (Investissements directs étrangers).

Un nouveau régime juridique cohérent et attractif a été mis en œuvre. Celui-ci a eu le mérite de dissiper les contraintes soulevées par des opérateurs économiques nationaux et étrangers. Comment l'arsenal juridique peut-il contribuer à la relance de l'investissement ? Consultant en droit des affaires et chercheur en droit économique, Mohamed Adem Mokrani a relevé que l'Algérie est en train de mettre en place une nouvelle réglementation.



[Rapport de la Cour des comptes](#)

[Des responsables locaux pointés du doigt](#)

Cela a lourdement affecté la santé financière des collectivités locales, notamment les communes.

La deuxième partie du rapport 2023 de la Cour des comptes est consacré aux collectivités territoriales.

Le contrôle a mis en exergue la négligence et le manque de rigueur dans la gestion d'importants projets de développement de la part des gestionnaires locaux dont les walis et les présidents des Assemblées populaires communales (APC). Cet état des lieux est illustré par le projet de réalisation d'une ceinture verte sur la route reliant Ouargla à Touggourt (devenue chef-lieu d'une nouvelle wilaya).



[Selon les derniers chiffres de l'ONS](#)

[La consommation marque le pas](#)

La variation des prix à la consommation est de +8,2%. Le rythme d'inflation annuel (novembre 2022 à octobre 2023 / novembre 2021 à octobre 2022) est de +9,4%.

Reflétant les effets des actions et des mesures retenues pour la régulation du marché de la consommation, l'enquête de l'ONS relève une fluctuation légère des prix des produits à large consommation, précisant que « l'indice des prix à la consommation enregistrée, pour ce mois d'octobre 2023, une baisse de 1% par rapport au mois précédent. Au mois d'octobre 2023 et par rapport au même mois de l'année 2022, la variation des prix à la consommation était de +8,2%. Le rythme d'inflation annuel (novembre 2022 à octobre 2023 / novembre 2021 à octobre 2022) était de +9,4% ».



[Baisse de la TVA, des abonnements à l'APS, des loyers...](#)

[Un bol d'oxygène pour la presse](#)

L'ampleur des décisions est tellement évidente qu'elle en prend une valeur historique.

Les principales revendications de la presse nationale ont été satisfaites par le président de la République. Dans un message à la corporation journalistique lu en son nom par le ministre de la Communication Mohamed Laagab, le chef de l'État a fait des annonces historiques au sens qu'elles répondent parfaitement aux souhaits exprimés par les professionnels, depuis l'ouverture médiatique en 1989.



Constats de la cour des comptes sur les impayés bancaires : Rompre le cycle des créances douteuses

Les banques publiques qui assurent l'essentiel du financement de l'économie nationale font souvent face à l'accumulation de créances impayées qui altèrent la qualité de leurs portefeuilles et les empêchent d'améliorer leur mode de gouvernance et leur rentabilité.

Une faiblesse structurelle à laquelle l'Etat actionnaire des six principales banques de la place tente désormais d'apporter des réponses concrètes, en misant à la fois sur l'accélération de la mise en œuvre du processus de digitalisation bancaire et en préparant l'ouverture du capital social de deux banques à la participation privée. Le crédit populaire d'Algérie (CPA) et la banque de développement local (BDL), en l'occurrence.



Pétrole : Le baril sous les 80 dollars

Après s'être stabilisé vendredi à l'issue de la réunion des pays exportateurs de l'Opep+ et l'annonce de coupes de production volontaires supplémentaires de certains de ses membres, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février, passe sous la barre des 80 dollars dans la matinée se situant à 77.32 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en janvier, est en tendance baissière également. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (Opep+) ont annoncé jeudi de nouvelles coupes de production de pétrole pour 2024.



Taux de change : l'Euro atteint la barre des 240 dinars au marché parallèle

Les cotations commerciales d'ouverture du dinar à la Banque d'Algérie, du 1^{er} au 5 décembre, annoncent que la monnaie européenne vaut un taux d'achat de 146.57 dinars algériens, tandis que son taux de vente se situe à 146.64 dinars algériens. Le billet vert, affiche un taux d'achat de 134.50 dinars algériens par dollar et 134.52 dinars algériens pour la vente.



وزير المالية: دعم جهاز الجمارك لتقوية صفوفه وقدراته العملية

قال وزير المالية، لعزیز فايد، أن الإنجاز المحقق يعكس الإلتزام والكفاءة الفائقة التي يتحلّى بها أعوان الجمارك. وهو ما يبرز بوضوح قدرة واستعداد فرق الجمارك على التصدي للتحديات الكبيرة وحماية أمن وسلامة مجتمعنا.

وتم تكريم أعوان فرقتين جمركيتين تابعتين لمصالح المديرية الجهوية للجمارك بالشلف بعد تمكنهم مؤخرا. في عمليتين نوعيتين بكل من تيارت ومستغانم. من حجز كميات معتبرة من الكوكايين والمؤثرات العقلية

وشمل التكريم 14 عوناً من مختلف الرتب. تحت إشراف وزير المالية لعزیز فايد والمدير العام للجمارك اللواء عبد الحفيظ بخوش.



مجلس المحاسبة: 25 ألف مليار ديون غير مسددة لدى BDL أغلبها تخص دعم أجهزة التشغيل

يواجه بنك التنمية المحلية، عرض المخاطر وأهمها خطر القرض، بسبب ارتفاع قيمة غير المستحقات غير المسددة احتل فيها القطاع الخاص مركز الصدارة خاصة من طرف أجهزة دعم التشغيل.

فضح قضاة مجلس المحاسبة في تقريرهم السنوي الأخير لـ 2023، حجم الكوارث التي يعاني البنك العمومي المختص في التنمية المحلية، بسبب تراكم الديون غير المسددة، إذ سجل مع نهاية شهر ديسمبر 2021 حجم مستحقات غير ناجعة بقيمة 364.29 مليار دينار، ما يمثل 33.5 من المائة من القائم الإجمالي الخام لقروض الزبائن، أي ثلثي هذه الفئة من المستحقات غير مدفوعة، حيث أكد القضاة هنا على أن إدارة البنك تحصل جزءاً ضئيلاً منها، ما يؤثر سلباً على الوضع المالي ونتائج الاستغلال للبنك.



إطلاق النظام المعلوماتي الجبائي "جبائتك" رسمياً

أطلقت المديرية العامة للضرائب، النظام المعلوماتي الجبائي "جبائتك" رسمياً على مستوى مراكز الضرائب بعدة ولايات.

وأفاد بيان للمديرية أن العملية تمت على مستوى مراكز: العلمة(سطيف) وتيزي وزو، والمراكز الجوارية للضرائب بالبلدية، بئر العاتر (تبسة)، ببوحجار (الطارف)، سوق اهراس، الحروش (سكيكدة).

المديرية العامة للضرائب تطلق رسميا نظام "جبايتك" بهذه الولايات

أعلنت المديرية العامة للضرائب، اليوم الأحد 3 ديسمبر 2023. إطلاق النظام المعلوماتي الجبائي "جبايتك" رسميا على مستوى مراكز الضرائب بعدة ولايات، والذي يأتي في إطار إجراءات رقمنة مصالح الضرائب، وتسهيل عمل الإدارة الضريبية.



إطلاق النظام المعلوماتي "جبايتك"

أطلقت المديرية العامة للضرائب، رسميا، النظام المعلوماتي الجبائي "جبايتك" على مستوى مراكز الضرائب بعدة ولايات، حيث ذكر بيان للمديرية أن العملية تمت على مستوى مراكز العلما (سطيف و تيزي وزو، والمراكز الجوارية للضرائب بالبلدية، بئر العاتر (تبسة)، بوحجار (الطارف)، سوق اهراس والحروش (سكيكدة)، داعيا الراغبين في الحصول على تفاصيل عن الخدمات الرقمية المقدمة وكيفية الانخراط في نظام

الرابط <https://mfdgi.gov.dz/portailpublic>

الجزائر الآن

الإطلاق الرسمي للنظام المعلوماتي "جبايتك" على مستوى 07 مراكز

تم اليوم الإطلاق الرسمي للنظام المعلوماتي "جبايتك" و دخوله حيز الخدمة على مستوى سبعة (07) مراكز عبر الوطن ، و يتعلق الأمر بمراكز الضرائب للولايات التالية : إليزي، الطارف، الشلف، بالإضافة إلى المراكز الجوارية للضرائب التالية: سيدي بلعباس؛ أم البواقي؛ البويرة ؛ الأربعاء.

ويهدف هذا النظام المعلوماتي لتسهيل و تبسيط الإجراءات الجبائية و تحسين الخدمة المقدمة، حيث يسمح للمكلفين بالضرائب بتصريح الضرائب و الرسوم عن بعد.

INFRASTRUCTURE BANCAIRE EN ALGÉRIE

Une agence pour 26 551 habitants

Quid de l'infrastructure bancaire en Algérie ? Les derniers chiffres fournis par la Banque d'Algérie (BA), dans son rapport annuel 2022 relatif à l'évolution économique et monétaire rendu public tout récemment dressent un état des lieux de l'activité bancaire, ses performances et ses faiblesses. La BA estime qu'« à fin 2022, les indicateurs de l'intermédiation bancaire, de la bancarisation, de la solidité, de la rentabilité du secteur bancaire et des crédits à l'économie ont évolué globalement de manière favorable ». Sur le plan infrastructurel, le rapport en question note qu'avec « l'entrée en activité d'une nouvelle banque, à savoir la Banque nationale de l'habitat, agréée le 29 décembre 2022, le système bancaire algérien se compose, à fin décembre 2022, de 28 banques et établissements financiers ayant tous leur siège social à Alger ». L'ensemble du paysage bancaire est composé de sept banques publiques, treize banques privées à capitaux étrangers, dont une à capitaux mixtes, deux établissements financiers publics, cinq sociétés de leasing, dont trois publiques, une

mutuelle d'assurance agricole agréée pour effectuer des opérations de banque, qui a opté, à fin 2009, pour le statut d'établissement financier. La banque des banques a ainsi recensé 1626 agences du réseau bancaire, dont 1226 agences pour les banques publiques et 400 agences pour les banques privées. « Sur l'ensemble des agences bancaires, 69 sont à fin 2022 exclusivement dédiées à la finance islamique contre 58 agences à fin 2021 », indique la BA. Il est ainsi fait état, au total, de 1725 agences des banques et établissements financiers à fin 2022 contre 1702 à fin 2021, traduisant « une densité d'une agence pour 26 551 habitants en 2022 contre 26 675 habitants en 2021 ». « Le ratio population active/guichets bancaires a légèrement baissé en 2022, note le rapport, soit un guichet pour 8 228 personnes en âge de travailler contre 8204 personnes en 2021. » Les centres des chèques postaux, quant à eux, disposent de 4143 agences réparties sur l'ensemble du territoire national, soit donc un établissement postal pour 3229 personnes actives. Au final, l'ensemble des agences des banques et

des chèques postaux s'élève à 5769, soit un ratio population active/agences de 2319 personnes en 2022 contre 2 325 personnes en 2021. Sur un autre registre, le nombre de comptes bancaires actifs en dinars a augmenté de 3,15%, soit un total de 12 023 128 comptes en 2022 contre 11 655 567 en 2021, tandis que les comptes ouverts par les personnes morales représentent 6,04% du total de ces comptes, soit 726 780 comptes en 2022. Le nombre des comptes détenus par les personnes physiques est plus important, avec un niveau de 93,96% du total des comptes bancaires actifs en dinars, soit 11 296 348 comptes en 2022. S'agissant des comptes bancaires actifs en devises, leur nombre a atteint 4 523 160 comptes en 2022 contre 4 199 931 comptes en 2021, soit une hausse de 7,7 %. « Ceux détenus par les personnes morales ne représentent que 0,65% du total des comptes bancaires actifs en devises, soit 29 618 comptes en 2022, alors que les comptes des personnes physiques représentent plus de 99% du total de ces comptes, soit 4 493 542 comptes en 2022 », y est-il écrit. **A. Benyahia**

PROJET D'OUVERTURE DU CAPITAL DU CPA

Finabi Conseil avertit sur deux risques

● Le cabinet conseil Finabi a rendu public un communiqué dans lequel il ébauche une analyse sur cette stratégie inscrite dans le processus de modernisation du secteur bancaire national ● Dans cette note d'analyse, intitulée «Ouverture du capital du CPA : risques et ébauche d'un plan d'action», Finabi Conseil détecte «deux risques significatifs à maîtriser pour réussir la levée des fonds escomptés».

L'ouverture du capital du Crédit populaire algérien (CPA) devrait, selon les autorités de tutelle, intervenir d'ici la fin de l'année en cours. Cette ouverture du capital à hauteur de 30% doit avoir lieu avant celle de la BDL prévue pour la première moitié de l'année prochaine et se déroulera par un appel d'offres au niveau du marché boursier. Lors du dernier Conseil des ministres, le président Tebboune avait instruit le gouvernement de prendre en considération certaines conditions avant d'aboutir à l'objectif d'ouverture du capital de banques publiques. Le chef de l'Etat estime ainsi qu'une telle opération «doit tenir compte des méthodes de gestion modernes... et s'inscrire dans une vision nouvelle, globale et intégrée qui attire les fonds en dehors du système bancaire».

La place financière est attentive à la démarche et au mécanisme qui sera choisi pour arriver à ouvrir le capital du CPA. Le cabinet conseil Finabi a rendu public un communiqué dans lequel il ébauche une analyse sur cette stratégie inscrite dans le processus de modernisation du secteur bancaire national. Dans cette note d'analyse, intitulée «Ouverture du capital du CPA : risques et ébauche d'un plan d'action», Finabi Conseil détecte «deux risques significatifs à maîtriser pour réussir la levée des fonds escomptés».

Selon les analystes de ce cabinet algérien, il y a d'abord un risque culturel à prendre en ligne de compte. «Le poids de l'intermédiation financière (intérêts encaissés sur les actifs bancaires-intérêts payés sur les ressources) représente plus de 85% du produit du CPA ! Son résultat net (37,5 milliards de dinars en 2022) est le fruit d'une activité bancaire classique», remarque



L'ouverture du capital du CPA à hauteur de 30% doit avoir lieu avant celle de la BDL

le cabinet en notant que la finance islamique reste «marginale» pour le moment dans le résultat net de cette banque publique.

«Si l'objectif stratégique est d'attirer des ressources des particuliers en dehors du système bancaire classique pour améliorer l'inclusion financière, nous risquons un rejet culturel car cette frange de la société considère le fait d'investir dans une banque classique comme étant prohibé d'un point de vue religieux.»

Selon la même analyse, la demande «sera matérialisée par des investisseurs institutionnels (compagnies d'assurances, EPE publique à BFR négatifs)». Ce résultat ferait, note Finabi, s'éloigner l'objectif d'améliorer l'inclusion financière. Dans ce cas de figure, l'analyse suggère que la communication financière doit mettre en exergue les res-

sources qui seront récoltées par cette ouverture de capital qui seront injectées pour booster le modèle économique de la finance islamique au niveau du CPA (une filiale dédiée est préférable afin d'éviter toute ambiguïté) ou la création d'une banque d'investissement afin d'accompagner l'objectif cardinal de la réforme bancaire (financement de l'économie réelle).

Le deuxième risque évoqué par Finabi concerne la prudence actuelle dans la politique de distribution des dividendes. «La rentabilité financière du CPA est de 13,54% en 2022 contre 12% en 2021. Le résultat net a connu un bond significatif de 23%. Cependant, en décortiquant l'évolution des réserves de la banque sur 7 ans, nous avons observé qu'en moyenne, 53% du résultat net de chaque exercice est logé en réserves, et seul 47% est distribué

soit forme de dividendes à l'Etat actionnaire», explique l'analyse qui mentionne un ratio de dividendes distribués/fonds propres de 6,5% inférieur au taux d'intérêt des OAT sur 10 ans. «La valeur comptable des fonds propres du CPA à la fin 2022 était de 276,92 mds de DA», indique la même source. Et d'ajouter que l'évaluation financière des fonds propres du CPA doit être plus faible que la valeur comptable de ces derniers pour deux raisons principales, à savoir : les actifs immobiliers ont déjà été réévalués en 2019 et l'actif net a été corrigé partiellement. Secundo, une partie des crédits à l'économie ne reflètent pas la réalité qui nécessite d'être dépréciés. «Le niveau de dividendes distribuable provisionnelle sera amélioré en réduisant la valeur des fonds propres du CPA», indique-t-on.

Nadjia Bouricha

Economie

Les raisons du processus inflationniste et son impact sur le pouvoir d'achat

Le Gouvernement se propose de mettre en œuvre une série de batteries afin de préserver le pouvoir d'achat des citoyens notamment en jouant sur la baisse de la TVA et en augmentant le montant les transferts sociaux, l'inflation menaçant la cohésion sociale. Or, l'amélioration du pouvoir d'achat passe par l'accroissement de la production et la productivité interne, distribuant des salaires sans contrepartie productive ne pouvant que conduire à terme à la dérive sociale et politique.



L' anticipation d'une dévaluation rampante du dinar, a un effet négatif sur toutes les sphères économiques et sociales, dont le taux d'intérêt des banques qu'elles devraient relever de plusieurs points, s'ajustant aux taux d'inflation réel et freinant, à terme, le taux d'investissement à valeur ajoutée et par la déthésaurisation des ménages qui mettent face à la détérioration de leur pouvoir d'achat, des montants importants sur le marché. Contrairement à certaines supputations, dans la conjoncture actuelle, il est économiquement impossible de réévaluer le dinar si l'on ne procède pas à des réformes urgentes et à une nouvelle gouvernance loin l'économie de la rente qui avec les dérivées procurent 98% des recettes en devises du pays. La dépréciation officielle du dinar permet d'augmenter artificielle-

ment le pouvoir d'achat des citoyens notamment en jouant sur la baisse de la TVA et en augmentant le montant les transferts sociaux, l'inflation menaçant la cohésion sociale. Or, l'amélioration du pouvoir d'achat passe par l'accroissement de la production et la productivité interne, distribuant des salaires sans contrepartie productive ne pouvant que conduire à terme à la dérive sociale et politique.

par femme d'ici à 2050 la population pourrait atteindre 65 millions d'habitants, données qui doivent être corrélées à l'espérance de vie qui est de 77,1 ans pour les hommes et de 78,2 pour les femmes, l'expérience de vie à la naissance sera de 81 ans pour les hommes et de 83 ans pour les femmes en 2030. (voir étude pour la présidence de la république sous LA direction du Pr Abderrahmane Mebtoul pour la révision salariale. Pression démographique, inflation et évolution salariale (4 volumes 560 pages. 2008)

La cinquième raison, est l'importance du marché informel. Lorsqu'un Etat émet des lois ou procédures de manière autoritaire, sans consultation, qui ne correspondent pas à la réalité du fonctionnement de la société, celle-ci émet ses propres règles (informelles) qui lui permettent de fonctionner beaucoup plus efficacement, car reposant sur un contrat de confiance. Les prix des

terieur Brut PIB qui selon la Banque mondiale, dans son rapport du 22 juin 2023 Pour la Banque d'Algérie il y a plus de 6200 milliards de dinars de la masse monétaire en circulation hors banques soit au cours de 137 dinars un dollar 45,25 milliards de dollars. Le président de la République ayant dénoncé l'effritement du système d'information avait donné un montant variant entre 6000 et 10.000 milliards de dinars(voir étude sous la direction du professeur Abderrahmane Mebtoul- Institut Français des Relations internationales IFRI Paris «les enjeux stratégiques de la sphère informelle-2013-reproduite en synthèse réactualisée dans la revue Stratégie IMDEP du ministère de la Défense nationale.

La sixième raison, est la corruption à travers les surfacturations qui se répercute

sur le prix final des biens et accroît le processus inflationniste. Selon nos estimations, les entrées en devises entre 2000/2021 sont estimées, approximativement, autour de 1100 milliards de dollars avec une importation de biens et services de plus de 1050 milliards de dollars. Si par hypothèse, uniquement pour la partie devises, on avait amélioré la gestion pour 10%, sans compter la dépense pour la partie dinar où existent des surfacturations, du fait de la non maîtrise des circuits et des marchés internationaux (fluctuations boursières notamment), et si on avait réduit de 10% les surfacturations, l'Algérie aurait économisé, environ 210 milliards de dollars,

En conclusion, face aux tensions géostratégiques au niveau de la région méditerranéenne, sahélienne et budgétaires, au niveau interne, l'Algérie, ayant d'importantes potentialités, peut surmonter les difficultés actuelles (voir nos contributions sur la géostratégie mondiale parues dans la revue El-Moudjahid Politis du 24 décembre 2023). Pour cela, s'impose la concrétisation urgente des réformes institutionnelles et économiques douloureuses à court terme, mais porteuses d'espoir à moyen et long terme, nécessitant une mobilisation générale, un large front national, tenant compte des différentes sensibilités et un discours de vérité pour un sacrifice partagé.

**Pr des Universités
Abderrahmane Mebtoul
Expert International
(Suite et fin)**

finement la fiscalité des hydrocarbures (reconversion des exportations d'hydrocarbures en dinars) et la fiscalité ordinaire (via les importations tant en dollars qu'en euros convertis en dinar dévalué), cette dernière accentuant l'inflation des produits importés (équipements), matières premières, biens, montant accentué par la taxe douanière s'appliquant à la valeur du dinar, supportée, en fin de parcours, par le consommateur comme un impôt indirect, l'entreprise ne pouvant supporter ces mesures que si elle améliore sa productivité.

La quatrième raison, est l'accroissement de la population algérienne avec des besoins croissants à population algérienne qui a évoluée ainsi :- 1960 11,27, - 1970 14,69, - 1980 19,47, -1990 26,24, -2010 à 37,06 - et au 01 janvier 2023 plus de 45 millions et d'ici 2030 serait de 51,026 millions. Selon l'hypothèse du rythme actuel de 2,4 enfants

produits non subventionnés s'alignent sur le cours du dinar sur le marché parallèle amplifiant l'inflation et s'étendant en période de crise, lié à la cotation du dinar sur le marché parallèle. Les ménages et opérateurs alimentent l'inflation, plaçant leur capital-argent dans l'immobilier, des biens durables à forte demande comme les pièces détachées, facilement stockables l'achat d'or ou de devises fortes. Le cours sur le marché parallèle a atteint entre le 30 novembre et le 01 décembre 2023 un niveau inégalée : l'euro s'échange désormais à 236 dinars à la vente et 234 dinars à l'achat et le dollar américain s'échange à 218 dinars à l'achat et 220 dinars à la vente, soit un écart croissant entre l'officiel et le parallèle une des raison des surfacturations avec certains étrangers et des transferts illicites hors des frontières des produits subventionnés.

La sphère informelle représenterait en 2022 pour l'Algérie entre 33/37% du Produit in-

الاقتصادية الاولى

أثنى على الحصيلة التي أحرزتها الفرق العملياتية في مكافحة التهريب، فايد يؤكد: دعم جهاز الجمارك لتقوية صفوفه وقدراته العملياتية

الجمارك في صميم السياسة العامة للحكومة، باعتبارها عنصرا فعالا في جهود دعم الإنعاش الاقتصادي والمالي للجزائر. داعيا إلى مواصلة التجند التام والتزام أقصى درجات اليقظة والجاهزية لضمان الحماية اللازمة للاقتصاد الوطني والمحافظة على حقوق الترتيب من كل أشكال التهريب، مشيرا إلى استعداد دائرة الوزارة لدعم جهاز الجمارك بكل ما من شأنه تقوية صفوفه وقدراته العملياتية.

وتم تكريم أعوان فرقين جمركيتين ثلعتين لمصالح المديرية الجهوية للجمارك بالشلف بعد تمكنهم مؤخرا في عمليتين توغبتين بكل من تيارت ومستغانم من حجز كميات معتبرة من الكوكايين والمؤثرات العقلية، وشمل التكريم 14 عوناً من مختلف الرتب تحت إشراف وزير المالية لعزير فايد والمدير العام للجمارك اللواء عبد الحفيظ بخوش. وكان أعوان الفرقة متعددة المهام بسوقر التابعة لمصالح مفتشية الأقسام بتيارت تمكنوا الاتنين الماضيين من حجز 35 كلغ من الكوكايين، كما مكنت مصالح الجمارك بالمحطة البحرية بمستغانم من حجز 271300 فرص مهلوس من نوع «إكستري» بوزن إجمالي يفوق 122 كلغ.

ق. ا



الجمارك على التصدي للتحديات الكبيرة وحماية أمن وسلامة مجتمعنا». كما أثنى الوزير على الحصيلة المشرفة التي أحرزتها الفرق العملياتية لمصالح الجمارك، لاسيما في مكافحة تهريب المخدرات والمؤثرات العقلية والسلع المغشوشة، مؤكدا في هذا الإطار بالجموزات الأخيرة لعدد كبير جدا من الحاويات حاول من خلالها مهربون إدخال سلع مغشوشة. وأكد وزير المالية، أن هذه الجهود تؤكد على الانخراط التام لجهاز

أكد وزير المالية، لعزير فايد، أن الإنجاز المحقق يعكس الالتزام والكفاءة الفاتحة التي يتحلى بها أعوان الجمارك، وهو ما يبرز بوضوح قدرة واستعداد فرق الجمارك على التصدي للتحديات الكبيرة وحماية أمن وسلامة المجتمع الجزائري. وعبر وزير المالية، أول أمس، عن تقديره للأعوان على أدائهم المتميز، مؤكدا أن الإنجاز المحقق يعكس الالتزام والكفاءة الفاتحة التي يتحلى بها هؤلاء الأعوان، «وهو ما يبرز بوضوح قدرة واستعداد فرق



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz

You
Tube

وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger